COMPOSITION

**Les échelles de gouvernement dans le monde : l’échelle de l’État-nation. (1/3)**

L’échelle de l’État-nation. Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement, administration et opinion publique.

Vous montrerez comment la conception du rôle de l’État en France a évolué depuis 1946 ?

L’État, en France, est engagé dans un processus de mutations de grande ampleur qui tend à le forcer à redéfinir son poids mais aussi ses modalités d’action : la décentralisation, qui l’a conduit à déléguer un certain nombre de missions de service public aux collectivités territoriales, la mondialisation qui le conduit à adopter une politique économique inspiré d’un libéralisme anglo-saxon et d’un monétarisme américain dont il est peu coutumier, la construction européenne qui le conduit à accepter des compromis avec 27 autres États et, surtout, à admettre au dessus de la souveraineté républicaine une souveraineté européenne.

Trois dynamiques qui conduisent toutes à une remise en question du rôle traditionnel de l’État en France, protectionniste par chauvinisme, centralisateur par républicanisme et interventionniste par colbertisme. Pourtant, chacune de ces trois dynamiques a été accompagnée par un État toujours plus souple, et plus sensible aux sirènes des modes idéologiques qu’on ne veut bien l’admettre.

On peu se demander **comment l’État en France**, confondu avec la Nation française, une, indivisible et souveraine, **s’est adapté aux mutations**, qu’il a parfois lui-même encouragé, **afin de rester le garant de la Nation française** et de son régime, la République ?

**Jusqu’aux débuts des années quatre-vingt, le rôle de l’État se renforce**, rompant avec la conception très libérale des Républicains radicaux de la « Belle époque » (1896-1914) pour s’inscrire dans la dynamique impulsée par le « Front populaire » (1936-1938). **À partir des années quatre-vingt, l’État, englué dans la stagflation, délègue** à marche forcé ses compétences et modère ses interventions.

\* \* \*

**Jusqu’aux débuts des années quatre-vingt** (Loi de décentralisation dite Loi DEFFERRE, 1982), **le rôle de l’État s’est renforcé**. L’influence du personnel politique issu de la Résistance et du programme social interventionniste du Conseil National de la Résistance (CNR, 1943, *Les jours heureux*.), puis du gaullisme, favorable à un État fort, fier et rayonnant, l’influence du keynésianisme pendant la « Crise » et qui incline les dirigeants à accentuer le poids de l’État dans l’économie expliquent ce renforcement continu.

La période qui s’étend de l’adoption de la Constitution de 1946, qui instaure la IVe République (1946-1958), aux grandes lois de décentralisation (1982) se caractérise par **le renforcement du rôle de l’État comme administrateur public**, grâce d’une part à l’émergence et l’affirmation d’un **personnel administratif de haut niveau** sorti des « grandes écoles ». Ce personnel sert **un régime de plus en plus dominé par l’exécutif**, soit que la forte instabilité gouvernementale le permette (1946-1958), soit que la constitution l’y incite (Depuis 1958). La IVe République s’est rapidement dotée d’écoles et d’instituts lui permettant de piloter de la manière la plus rigoureuse et la plus rationnelle les affaires publiques. Héritage de Vichy (Et de son « École des cadres » d’Uriage), cette volonté s’inscrit aussi dans le combat contre le favoritisme en vigueur sous la IIIe République qui voyait les postes administratifs grands ou petits confiés à des fidèles, sans soucis de compétences professionnelles (*Spoil system*). On peut compter ainsi l’Institut National des Études Démographiques (INED, 1945), l’Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE, 1946), l’École Nationale de la Magistrature (ENM, 1958), enfin, la plus prestigieuse, l’École Nationale d’Administration (ENA, 1945) qui forme les hauts fonctionnaires civils de l’État. Ce corps de hauts fonctionnaires professionnels sert le renforcement de l’exécutif : l’instabilité parlementaire et gouvernementale chronique durant la IVe République (23 gouvernements en 12 ans) laisse les mains libres à ces hauts fonctionnaires, spécialistes du pilotage des grandes politiques nationales : mise en place de l’État-providence (Caisse Nationale de Sécurité Sociale, CNSS), planification économique, aménagement du territoire (DATAR, 1963), développement des moyens audiovisuels (Office de Radiodiffusion-Télévision Française, ORTF, 1964)… Avec l’avènement de la république gaullienne (1958-1969) les hauts fonctionnaires sont propulsés dans la vie politique : plus de la moitié des ministres du général de Gaulle sont issus des grandes écoles de l’État. Mais ces grands corps de fonctionnaires se caractérisent aussi par un corporatisme fort : les relations tissées au fil des années d’études, le voisinage constant, les solidarités entre promotions successives leur permettent peu à peu de verrouiller la vie politique elle-même. Les présidents de la Ve République sont, dans leur immense majorité, issus des grandes écoles de l’État : DE GAULLE (1958-1969) était Saint-Cyrien, Valéry GISCARD D’ESTAING (1974-1981), Jacques CHIRAC (1995-2002 et 2002-2007) et François HOLLANDE (2012) sont énarques, Georges POMPIDOU (1969-1974) était agrégé de Lettres, ancien élève de l’École Normale Supérieure (ENS). Sur 13 Premiers Ministres entre 1974 et 2007, 9 étaient des énarques. La prépondérance croissante de l’exécutif au sein des institutions de la Ve République (1958) caractérisée par l’élection au suffrage universel direct du président de la République, son droit de dissolution, de grâce, de référendum qui en font un « monarque républicain », la tutelle de l’Assemblée Nationale par le gouvernement (qui décide d’au moins 50% des questions et débats inscrits à l’ordre du jour pour chaque session), renforce le rôle de la fonction publique (Qui finit par compter près de 6 millions de fonctionnaires, dont 1 200 000 fonctionnaires du Ministère de l’Éducation Nationale où l’on compte plus de 800 000 enseignants). Le renforcement du rôle de la fonction publique accroît d’autant la puissance des hauts fonctionnaires issus de l’ENA. Cette puissance s’exerce depuis Paris dans les grands corps de l’État (Conseil d’État, Cour des Comptes, Inspection des Finances), dans les cabinets et directions ministérielles et dans les ambassades, mais aussi à partir des préfectures : les préfets de départements puis de Région (1964) sont majoritairement issus de l’ENA.

**Entre 1946 et 1982, le rôle économique et social de l’État se renforce.** C’est d’abord une volonté idéologique, héritée du keynésianisme et du programme du CNR, puis cela devient une nécessité quand les « Chocs pétroliers » (1973-1974 et 1979) entraînent les économies des Pays Anciennement Industrialisés (PAI) dans la stagflation (Stagnation de la croissance, hausse du chômage et maintient d’une inflation par l’inflation importée). Durant la guerre (1939-1945), le Conseil National de la Résistance (CNR) structuré initialement par le préfet gaulliste Jean MOULIN, élabore le programme économique du relèvement de la France d’après guerre (*Les jours heureux*, 1943). En partie inspiré du *Rapport BEVERIDGE* (1942) britannique, lui-même inspiré du *New Deal* (1934) de Franklin ROOSEVELT, le programme du CNR souhaite mettre en place en France un État-providence. Les ordonnances de l’après guerre (1944-1946) exécutent très rapidement les objectifs du CNR : la Sécurité Sociale (1945), le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG, 1950, devenu SMIC en 1970), nationalisation d’entreprises (Renault par exemple mais aussi des banques ou Air France, une compagnie aérienne), constructions des infrastructures de transport (Autoroutes 1955, ouvrages d’art comme le pont suspendu de Tancarville en Haute-Normandie, 1959), reconstruction des habitations (Il y a 2 millions de logements détruits en 1945) loués à des tarifs sociaux (Les Habitations à Loyers Modérés, HLM, 1945), unification des compagnies charbonnières (Houillères du Nord-Pas-de-Calais) et refinancement des compagnies ferroviaires sous l’égide de la Société Nationale des Chemins de fer Français (SNCF, 1938-1945), ruinée par la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). L’État finance la création d’un journal quotidien d’informations, dit journal de référence, *Le Monde* (Dirigé alors par Hubert BEUVE-MÉRY). La Ve République hérite du programme nucléaire du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) qui créé le Commissariat à l’Énergie Atomique (CEA, 1945), ce qui permet à la France de disposer de la bombe atomique (Reggane, Algérie, 1960), d’une force de dissuasion nucléaire (Sous marins Nucléaires Lanceurs d’Engins, SNLE, 1964) et d’un programme civil piloté par la société publique Électricité de France (EDF, 6 réacteurs entre 1963 et 1971). La IVe République qui décolonise (Indochine, 1954, Maroc et Tunisie, 1956) et la république gaullienne qui accompagne ce mouvement (Afrique Occidentale Française, AOF, et Afrique Équatoriale Française, AEFE, en 1960, Algérie, 1962) s’engagent aussi dans la construction européenne : la Communauté Européenne du Charbon et de l’Acier (1950), les Traités de Rome dont celui constituant la Communauté Économique Européenne (CEE, 1957) entraînent le recentrement de la puissance française, dépossédée de la majeure partie de son Outre-mer, en Europe rhénane. Le général de Gaulle veille soigneusement à ce que l’Europe reste celle des nations (Souverainisme) et non une Europe fédérale, provoquant même un blocage temporaire des institutions européennes en refusant (1966) l’entrée de la Grande-Bretagne au sein de la CEE. Il accepte cependant de signer le « Traité de fusion » de 1967 entraînant la fusion de la CEE, de la CECA et d’Euratom (1957) en une seule institution supranationale. L’arrivée des socialistes au pouvoir (1981) entraîne une nouvelle vague de nationalisations des banques (Comme le Crédit Lyonnais), de compagnies d’assurance (Comme Paribas) et industrielles (Comme Suez). La « Crise » (1973-1974) avait déjà entraîné la nationalisation *de facto* des grands groupes industriels miniers rachetés par les banques d’État (Comme en 1978 Sacilor, propriété d’Ernest-Antoine de SEILLIÈRE, énarque et ancien haut-fonctionnaire, conseiller dans les grands ministères de la droite 1969-1973). L’échec de la politique de relance par la relance de la consommation entraîne un retrait notable du poids et du rôle de l’État en France à partir des années quatre-vingt.

**À partir de 1982, la loi-cadre DEFFERRE organise la décentralisation en France**. Le tournant de la rigueur (1983) amène aussi un contrôle plus strict du budget de l’État et amorce un virage libéral de la gestion des affaires publiques qui ne se démentira plus depuis. **En parallèle, l’opinion publique apparaît de plus en plus désabusée vis-à-vis du personnel politique** alors que dans le même temps l’État impulse de grandes réformes sociales.

La loi-cadre de décentralisation (1982) dont la rédaction et l’application échoient au Ministre de l’Intérieur Gaston DEFFERRE ne procède pas seulement d’une nécessité comptable mais aussi d’un **projet socialiste de société**, accordant aux échelons départementaux et régionaux des budgets, des compétences et des assemblées élues (1986 pour les régions), destinées à rapprocher la République des citoyens par **l’exercice de la démocratie locale**. Les préfets, représentants traditionnels de l’État, perdent une partie de leur pouvoir. Les régions et les départements pourvus de nouvelles compétences (1983) se dotent d’administration territoriale (1984) et prennent la charge des lycées et des transports pour les régions, des collèges et de l’action sociale pour les départements. L’outre-mer obtient une autonomie de plus en plus grande : de statut colonial jusqu’en 1946, certains territoires deviennent des Départements et Régions d’Outre-Mer (DROM, 2011) comme la Martinique ou la Guadeloupe, d’autres obtiennent plus d’autonomie juridique et deviennent des Pays et Collectivités d’Outre-Mer (PCOM, 2003) mais vivent essentiellement des transferts financiers directs (Subventions) ou indirects (Salaires des expatriés métropolitains, traitements des fonctionnaires) de la Métropole, comme la Polynésie française. La Nouvelle-Calédonie, frappée par des tensions intercommunautaires meurtrières (1988) entre Kanaks (Natifs polynésiens) et Caldoches (Descendants de colons européens), obtient un statut *suis generis* (Titre XIII de la Constitution de 1958) et doit se prononcer sur son autodétermination entre 2014 et 2018. Certaines des DROM ont choisi (2015) une assemblée unique pour administrer le territoire. L’État orchestre également la réduction du nombre de régions (de 26 à 13) afin de réduire les coûts de fonctionnement mais aussi afin de construire des régions plus grandes, à l’instar par exemple des *Länder* allemands ou des *Comunidad* espagnoles. C’est le « mille feuille administratif français » généré par l’empilement des collectivités qui doit être repensé. En dépit de près de 40 ans de décentralisation, c’est encore depuis Paris qu’est piloté la réforme des collectivités territoriales : les élections départementales (et non plus cantonales, 2015) ont vu sur un peu plus de 2000 cantons se présenter des listes paritaires hommes-femmes, instituant pour la première fois depuis le vote de la loi (1999) une parité parfaite dans les conseils départementaux. Les contraintes de réductions des déficits publics et de résorption de la dette de l’État, rendues plus aiguës depuis le déclenchement de la crise des dettes souveraines (2008) et de la crise de la zone €, entraînent un affaiblissement des transferts de l’État vers les collectivités territoriales, une hausse des impôts locaux et un endettement vertigineux des départements, des métropoles et des régions. Cette dette, parfois constituée d’emprunts toxiques ou rachetée par des « fonds vautours » réduit la marge de manœuvre de ces collectivités territoriales et menace leur indépendance. L’État réduit partout ses ambitions : engagé dans la construction européenne qui institue l’Union Européenne (UE, 1992, Traité de Maastricht) et l’adoption de l’euro (€, 1999, 2002), la France réduit ses dépenses : allongement de la durée des cotisations retraite, baisse des pensions, hausse des impôts sur les revenus du travail et augmentation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA, payée par les consommateurs), blocage des salaires des fonctionnaires, droit du travail assoupli pour permettre la généralisation du temps partiel et des Contrats à Durée Déterminée (CDD), baisse des budgets de la culture et de la santé, c’est partout la disparition par effritement de l’État-providence keynésien hérité des « Trente Glorieuses » (1945-1975, *cf*., Jean FOURASTIÉ, *Les « Trente Glorieuses » ou la révolution silencieuse*, 1979, Paris, aux éditions Fayard).

Paradoxalement, la décentralisation, initiée pour rapprocher les citoyens de l’exercice de la démocratie, n’a pas enrayée une dynamique massive de défiance à l’égard du personnel politique et de la haute administration d’État. **Les années quatre-vingt marquent un retour du poujadisme**, opposant de manière manichéenne les fonctionnaires et les salariés, les puissants et les opprimés, les patrons et les ouvriers. Pourtant, alors qu’il est largement déconsidéré, **le personnel politique de** la Ve République et la haute administration qui l’appuie ont **mis en œuvre des réformes sociales de grande ampleur** qui accompagnent les mutations de la société française. Les dernières élections (Présidentielles de 2002, législatives de 2012, européennes de 2014, municipales et départementales de 2015) ont marqué l’affirmation du Front National (FN) dirigé par Marine LE PEN : le FN s’est enraciné dans les échelons locaux (Municipalités, départements) tout en gagnant une audience internationale (1ière force politique française aux élections européennes, Marine LE PEN consacrée parmi les 100 femmes les plus influentes dans le monde). Réunissant selon les échéances entre 15% et 25% de l’électorat, il a entraîné une droitisation du débat politique (Primat des questions de sécurité, d’immigration, du libéralisme économique, dénonciation de « l’assistanat » des plus pauvres…). Phénomène majeur en Europe où les partis d’extrême-droite (Hongrie, Finlande, Danemark) ou les partis autoproclamés « antisystème » (*Podemos* en Espagne, *Syriza* en Grèce, UKIP en Grande Bretagne) remportent les élections ou connaissent des poussées spectaculaires. La cohabitation (1986-1988, 1992-1995 et 1995-2002) qui permettait une sorte de gouvernement du compromis, a été rendue caduque par la réforme du quinquennat (2000), calant l’élection présidentielle sur les élections législatives et renforçant le virage présidentiel pris par la gouvernance en France. Les scandales qui agitent la vie économique et médiatique (retraites dorées des patrons du CAC 40, dépenses somptuaires des hauts fonctionnaires et même de dirigeants syndicaux) permettent d’affirmer qu’un divorce est prononcé entre l’opinion publique, durement malmenée par les politique successives de rigueur budgétaire, et les élites. Le personnel politique professionnel, majoritairement issu des classes aisées (Moins de 40% des députés sont d’anciens employés) ne semble plus légitime. Le poids des prélèvements obligatoires en France, 45% du PIB, n’ayant pas baissé, les allocations étant par ailleurs distribuées de plus en plus chichement, les classes moyennes apparaissent comme les sacrifiées des politiques publiques : comme le révèlent Michelle TRIBALAT (*Assimilation. La fin du modèle français*, 2013, éditions du Toucan) ou Christophe GUILLUY (*Fractures françaises*, 2010, Bourrin éditeur), les classes moyennes adoptent un comportement de replis identitaire et géographique (vers les villes moyennes et petites). De fait, l’islamophobie est devenue banale en France (Exacerbée après les attentats de Paris et de Montrouge, 2015), témoignant de la droitisation des esprits. Socialement et territorialement fracturée, la France l’est aussi du point de vue des générations : le poids grandissant des personnes âgées entraîne une « lutte des âges » (Hakim EL KAROUI, *La lutte des âges. Comment les retraités ont pris le pouvoir*, 2013, éditions Flammarion). De fait, les politiques publiques exonèrent les retraités de l’essentiel des efforts financiers en faisant payer la rigueur par les actifs et les revenus du travail plutôt que sur les revenus du capital. Pourtant, au-delà des clivages politiques, l’État a su garantir une partie de la protection sociale (Couverture Maladie Universelle, CMU, Revenu de Solidarité Active, RSA) et s’adapter aux avancées sociales (Abolition de la peine de mort en 1981, Loi sur la parité en 1999, Mariage pour tous en 2014).

\* \* \*

Réputé conservateur et jacobin, à la gouvernance vieillotte et archaïque, y compris par les Français adeptes plus ou moins hypocrites du *French Bashing*, la France a su cependant adapter sa gouvernance aux mutations imposées par la mondialisation et par la construction européenne. Même diminué et parfois socialement injuste, l’État reste le garant de la Nation et de sa sécurité, qu’elle soit entendue dans son sens étroit ou large de sécurité sociale. Personne ne peut nier cependant que la classe politique n’est plus capable de se faire entendre, qu’elle a perdu sa légitimité acquise à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945). Il manque, à nouveau, à la France un projet fédérant les citoyens et leurs élites autour d’une ambition commune.

© **Erwan** BERTHO (Mai 2015, révision avril 2017)

SOURCES :

***- Les manuels et les usuels :***

**AUGER** (Antoine) et **BONNET** (Laurent), sous la direction de, avec **AGNEL** (Romain), **BARDAKÇI** (Özkan), **BAUDSON** (Maryse), **BEAUMONT** (Laury), **BLUA** (Véronique), **BOUDES** (Cécile), **BRÉANT – DARDANT** (Franck), **DESBROSSE** (Delphine), **ESCARRAS** (Laurence), **JACQUET** (Laurent), **LOIZEAU** (Alain), **LUCAS** (Christophe), **MARÉ** (Marion), **MUNIGA** (Jacques), **THOMAS** (Sophie) et **VINET** (Magaly), *Le monde depuis 1914. Histoire – Géographie, classe de Troisième*., 2012, Paris, aux éditions Hachette Livres, Hachette-éducation, 433 pages, plus particulièrement les pages le chapitre 11 d’Histoire intitulé « Effondrement et refondation républicaine (1940-1945) » à partir des pages 190 , le chapitre 12 d’Histoire intitulé « De Gaulle et le nouveau système républicain (1958-1969) » à partir des pages 222, et le chapitre 13 intitulé « La Ve République à l’épreuve de la durée » à partir des pages 228, le chapitre 20 de Géographie intitulé « La France intégrée à l’Union Européenne » à partir des pages 368, le chapitre 21 de Géographie intitulé « La France, une influence mondiale. » à partir de la page 386 et le chapitre 22 de Géographie intitulé « Réalités et limites de la puissance européenne. » à partir de la page 402, ISBN978-2-01-125643-7.

**ADOUMIÉ** (Vincent) et **FOUCHARD** (Dominique), sous la direction de, avec **ANCEL-GERY** (Géraldine), **BARDOT** (Christian), **BARICHNIKOFF** (Catherine), **BÉNÉZECH** (Fabien), **DARIER** (Gilles), **GENÊT** (Stéphane), **JOUSSELIN-MISERY** (Pascale), **SELLIN** (Corentin), **VIGNAL** (Alain) et **ZACHARY** (Pascal), *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminale S*., 2014, Paris, aux éditions Hachette – Éducation, 223 pages, pages 146 et suivantes et plus particulièrement des pages 146 aux pages 173 consacrées au chapitre 6 « Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement, administration et opinion publique. », ISBN 978-2-01-135615-4.

**BOUREL** (Guillaume) et **CHEVALLIER** (Marielle), Centre National de la Documentation Pédagogique (CNDP), sous la direction de, avec **BURESI** (pascal), **DESCAMPS** (Anne), **DEFRESNOY** (Ivan), **HAILLANT** (Marie-Reine), **HUBAC** (Jean), **LEMAIRE** (Sandrine), **NÉRARD** (François-Xavier), **PAULÈS** (Xavier), **SAULE** (Sandrine), et **VINCENT** (Marie-Bénédicte), *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminales L-ES.* , 2012, Paris, aux éditions Hatier, plus précisément à partir des pages 294, essentiellement le chapitre 9 « Gouverner la France depuis 1946. », des pages 296 à 331, 408 pages, ISBN 978-2-218-96114-4.

**BOUREL** (Guillaume), **CHEVALLIER** (Marielle), **CIATTONI** (Annette) et **RIGOU** (Gérard), sous la direction de, *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Histoire-Géographie. Terminale S*., 2012, Paris, aux éditions Hatier, 227 pages, les pages 174 et suivantes pour la question intitulée « Innovation et société. », ISBN 978-2-218-96119-9.

**COLON** (David), sous la direction de, avec la coordination pédagogique de **MASANET** (Philippe) & de **PICARD** (Jean-Baptiste), et la participation à la relecture de **STORA** (Benjamin), professeur à Paris XIII et de **SFEIR** (Antoine), professeur à l’École des Hautes Études en Sciences de l’Information et de la Communication (Ex-CELSA), *Regards historiques sur le monde actuel. Programme 2012 d’Histoire Terminales L&ES*, 2011, Paris, aux éditions Belin, collection « David Colon », 408 pages, plus particulièrement les pages 312 et suivantes consacrées aux échelles de gouvernement dans le monde de la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours, et essentiellement des pages 316 à 343 consacrées au chapitre 12 « Gouverner la France depuis 1946 », ISBN 978-2-7011-5837-2.

**DAGORN** (René-Éric), sous la direction de, avec **BARRIÈRE** (Philippe), **CARUSO** (Olivier), et **CONSIL** (Jean-Michel), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Programme 2012. Histoire-Géographie. Terminale S*, 2012, Paris, aux éditions Belin, 223 pages, les pages 166 et suivantes pour la question « Innovations et sociétés. », ISBN 978-2-7011-6266-9.

**ZACHARY** (Pascal), sous la direction de, *Questions pour comprendre le XXe siècle. Histoire Premières L/ES/L*., 2011, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », en partenariat avec ISTRA, 384 pages, pages 320 et suivantes consacrées aux mutations du modèle républicain, ISBN 978-2-01135551-5

***- Les ouvrages scientifiques :***

**BACQUÉ** (Raphaëlle), *Richie*., 2015, Paris, aux éditions Grasset, Biographie du défunt directeur de l’Institut d’Études Politiques (IEP) de Paris Richard DESCOINGS (2012), 288 pages, ISBN 978-2246789130

***- Les articles des périodiques :***

**ALLONNES** (David, Revault d’), **BOUISSOU** (Julien), correspondant à New Delhi en Inde, et **GALLOIS** (Dominique), « L’Inde signe l’acquisition de 36 avions Rafale. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 12 & Lundi 13 avril 2015, cahier « Éco & Entreprise », page 3, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**BARTHÉLEMY** (Jérôme), « La responsabilité sociale de l’entreprise n’influe pas forcément sur sa rentabilité. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, page 22, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**BAUMARD** (Maryline), « La justice française peu pressée d’appeler l’esclavage par son nom. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », page 14, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**BENSON** (Rodney), professeur de Sociologie à la *New York University* (NYU), « Quarante ans d’immigration dans les médias. », *in*, mai 2015, Paris, mensuel français *Le Monde diplomatique*, mai 2015, n°734, page 1 et 10 et 11, ISSN 0026-9395.

**BESSE DESMOULIÈRES** (Raphaëlle), « Robert Ménard pris au piège de ses provocations. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », page 13, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**BEZAT** (Jean-Michel), « L’avenir du nucléaire s’écrit en Chinois. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 4 avril 2015, rubrique « Plein cadre », page 2, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**BOZONNET** (Charlotte), « La France rend hommage aux victimes de Sétif en 1945. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du mardi 21 avril 2015, rubrique « International », page 6, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**BRÉCHON** (Pierre), professeur de Sciences Politiques, UMR « Politiques publiques, Action politique, Territoires, PACTE), Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et Université de Grenoble, « Des électeurs de droite qui se radicalisent. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du mercredi 8 avril 2015, rubrique « Débats », page 11, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CAMUS** (Jean-Yves), chercheur-associé à l’Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS, directeur de l’Observatoire des Radicalités Politiques (ORAP), « Au-delà de leurs désaccord, père et fille partagent un même nationalisme étriqué. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « Débats », page 17, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CHAMBRAUD** (Cécile), « La crispation sur l’islam s’accroît depuis janvier. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », série d’études sur les « Fractures françaises », page 9, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CHARREL** (Marie), « La BCE, pompier pyromane ? », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CHASTAND** (Jean-Baptiste), « Une saison en enfer. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du mercredi 15 avril 2015, rubrique « Enquête », page 11, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CORNUDET** (Cécile), « François Hollande, chef de guerre. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français d’information économique et boursière *Les Échos*, daté des jeudi 30 avril, vendredi 1er mai et samedi 2 mai 2015, n°31 930, page 2, ISSN 0153-4831.

**COLLAS** (Aurélie), « Un calendrier scolaire inspiré par le lobby du ski. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du vendredi 3 avril 2015, rubrique « France », page 12, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CONESA** (Elsa), « Pas de rigueur en plus pour les autres ministères. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français d’information économique et boursière *Les Échos*, daté des jeudi 30 avril, vendredi 1er mai et samedi 2 mai 2015, n°31 930, pages 2 et 3, ISSN 0153-4831.

**CONSTANT** (Alain), « La France reconstruit et panse ses plaies. », *in*, mai 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du 8 mai 2015, n°21865, page 20, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**CORBIER** (Marie-Christine), « 60 000 postes dans l’Éducation : le casse-tête du recrutement. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français d’information économique et boursière *Les Échos*, daté des jeudi 30 avril, vendredi 1er mai et samedi 2 mai 2015, n°31 930, page 3, ISSN 0153-4831.

**COSNARD** (Denis), « L’État vole au secours du poker en ligne. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde*, page 5, cahier « Économie & Entreprise », ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**COURTOIS** (Gérard), « Comment sortir du jardin à la française, », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, rubrique « Le livre du jour », compte rendu d’un livre de **GIUILY** (Éric) & **RÉGIS** (Olivier), intitulé Pour en finir (vraiment) avec le millefeuille territorial., 2015, aux éditions l’Archipel, 254 pages, pour Le Monde ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**COURTOIS** (Gérard), « Des Français moins pessimistes. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », série d’études sur les « Fractures françaises », page 8, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**DUPONT** (Gaëlle), & **PFEIFFER** (Alice), « L’extrême maigreur des mannequins rendue illégale. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 5 & Lundi 6 avril 2015, rubrique « France », page 11, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**DUTHEIL** (Guy), « Airbus cherche à rendre son A380 plus rentable. », *in*, mars 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 22 & Lundi 23 mars 2015, cahier « Éco & Entreprise », page 5, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**DUTHEIL** (Guy), « L’Airbus A320 est l’un des avions les plus vendus au monde. », *in*, mars 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 22 & Lundi 23 mars 2015, cahier « Éco & Entreprise », page 5, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**ESCANDE** (Philippe), « Le long voyage de l’Hermione. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 18 avril 2015, rubrique « Plein cadre », page 2, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**FAYE** (Olivier), « Le 1er-Mai raté de Marine Le Pen. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 3 – lundi 4 mai 2015, page 9, rubrique « France », ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**FAYE** (Olivier), « Le Front National s’interroge sur son avenir. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », page 13, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**GADJOS** (Thibault), Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), « Cantine sans porc et sans réfléchir. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, rubrique « Débats – Politiques publiques », ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**GRUNBERG** (François), directeur de recherche émérite du Centre d’étude européen de Sciences Po (Institut d’Études Politiques, IEP, de Paris), entretien avec **COURTOIS** (Gérard), « La gauche en France n’a jamais été aussi faible et divisée. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 4 avril 2015, cahier « Culture & Idées », page 6, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**GUERRIN** (Michel), « Paradoxal Philippe Val. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 18 avril 2015, rubrique « Culture / Chronique », pages 1 & 24, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**GUILLUY** (Christophe), Géographe, entretien avec **TRUONG** (Nicolas), « Les électeurs âgés nous protègent du populisme. », *in*, mars 2015, quotidien français *Le Monde*, page 20, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**HECKETSWEILER** (Chloé), « Les salaires des PDG s’invitent à l’Ag de Sanofi. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde*, page 5, cahier « Économie & Entreprise », ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**JACQUÉ** (Philippe) & **PIETRALUNGA** (Cédric), « Renault et l’État campent sur leurs positions. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 18 avril 2015, cahier « Éco & Entreprises », page 4, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**JOHANNÈS** (Franck), « Inquiétudes persistantes sur le racisme en France. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 11 avril 2015, cahier « Culture & Idées », page 6, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**JOHANNÈS** (Franck), « Quand Christine Taubira décrit la traite négrière, source du racisme. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », page 13, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**MARTIN** (Hervé), « Un délit d’initié d’État. », *in*, avril 2015, Paris, hebdomadaire satirique français *Le canard enchaîné*., daté du mercredi 29 avril 2015, page 3, ISSN 0008-5405.

**MONTVALON** (Jean-Baptiste, de), « Les sympathisants socialistes se convertissent au libéralisme. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », série d’études sur les « Fractures françaises », page 8, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**MONTVALON** (Jean-Baptiste, de), « L’image du Fn se dégrade mais ses idées s’installent. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », série d’études sur les « Fractures françaises », page 9, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**REVERCHON** (Antoine), « L’économie malade de ses modèles. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 18 avril 2015, rubrique « Plein cadre », page 2, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**RUELLO** (Alain), « Défense : Hollande consent un effort budgétaire « considérable », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français d’information économique et boursière *Les Échos*, daté des jeudi 30 avril, vendredi 1er mai et samedi 2 mai 2015, n°31 930, page 2, ISSN 0153-4831.

**RUELLO** (Alain), « L’armée de terre grande gagnante des arbitrages. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français d’information économique et boursière *Les Échos*, daté des jeudi 30 avril, vendredi 1er mai et samedi 2 mai 2015, n°31 930, page 2, ISSN 0153-4831.

**TONNELIER** (Audrey), « La bataille des droits de vote double s’envenime. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 18 avril 2015, cahier « Éco & Entreprises », page 4, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**TONNELIER** (Audrey), « Loi Florange : les actionnaires vent debout. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 3 – lundi 4 mai 2015, page 11, rubrique « Économie & Entreprise », ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**TONNELIER** (Audrey), « L’État réussit son coup de force chez Renault.. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde*, daté du dimanche 3 – lundi 4 mai 2015, page 11, rubrique « Économie & Entreprise », ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**VINCENT** (Catherine), « Comment « retourner » un djihadiste. », *in*, avril 2015, quotidien français *Le Monde*, daté du samedi 18 avril 2015, cahier « Culture&Idées », page de Une et dossier en pages centrales, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**WIEDER** (Thomas), « Les Français se disent encore concernés par la guerre 39-45. », *in*, mai 2015, quotidien français *Le Monde*, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

**ZAPPI** (Sylvia), « La situation des quartiers prioritaires continue de ses dégrader. », *in*, mai 2015, Paris, quotidien français *Le Monde* daté du jeudi 7 mai 2015, n°21 866, rubrique « France », page 13, ISSN 0395-2037, ISBN 977-0395-20393-5.

© Bibliographie, veille médiatique et synthèse établies par **Erwan** BERTHO (Mai 2015)

Pour une actualisation régulière des sources, reportez-vous à la catégorie [hglycee.fr / SOURCES & RESSOURCES / Les sources Histoire Gouverner la France depuis 1946] ou cliquez sur le lien hypertexte ici.